

Brochure n° 3100

Convention collective nationale  
IDCC : 43. – **ENTREPRISES DE COMMISSION, DE COURTAGE  
ET DE COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE  
ET D'IMPORTATION-EXPORTATION DE FRANCE MÉTROPOLITAINE  
(CCNIE)**

---

ACCORD DU 23 MARS 2017  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017

NOR : ASET1750512M  
IDCC : 43

---

Entre  
FICIME  
FFSCM  
UFCC  
SNCI  
OSCI

D'une part, et  
FNECS CFE-CGC  
CSFV CFTC  
FS CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Preamble*

Les partenaires sociaux conviennent d'une augmentation de 1,3 % sur l'ensemble de la grille par rapport à la grille des minima conventionnels du 1<sup>er</sup> juillet 2016, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Article 2**

*Clause de revoyure*

Des nouvelles négociations salaires seront engagées lorsque le niveau E1 sera inférieur au Smic.

**Article 3**

*Extension*

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 23 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Grille des minima conventionnels mensuels pour 151,67 heures applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2017

(En euros.)

COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL au 1 <sup>er</sup> janvier 2017
Employés	
E1	1 529
E2	1 534
E3	1 540
E4	1 549
E5	1 554
E6	1 588
E7	1 662
E8	1 719
Agents de maîtrise	
M9	1 752
M10	1 923
M11	2 138
M12	2 285
Cadres	
C13	2 225
C14	2 420
C15	2 612
C16	2 982
C17	3 345
C18	4 060
C19	4 435
C20	4 804

#### *Minima conventionnels pour les salariés cadres au forfait jours pour un forfait de 214 jours*

Le personnel concerné doit bénéficier d'une rémunération forfaitaire annuelle au moins égale à 120 % du minimum conventionnel annualisé de son coefficient sur la base d'un forfait annuel de 214 jours travaillés.

- Le personnel concerné doit donc bénéficier d'une rémunération annuelle minimum correspondant :
- au minimum conventionnel mensuel de sa catégorie multiplié par 12 ;
  - et majoré de 20 %.